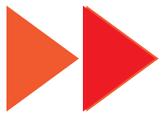




NEW DEAL EUROPÉEN
La synthèse



NEW DEAL EUROPÉEN ¹ La synthèse

L'idée de l'Europe est en déclin, et l'Union Européenne est dans un état avancé de désintégration. Avec le Brexit, un pilier capital de l'Union Européenne s'est déjà effondré. D'autres pourraient suivre - si ce n'est pas au cours des cycles électoraux de cette année, alors ce sera pour les suivants.

“ Peu importe le coût. Nous avons repris les rênes de notre pays ! ” clament fièrement ceux qui ont soutenu le Brexit. Quitter l'Union Européenne, c'est une aspiration qu'on commence à rencontrer aux quatre coins de l'Europe, même au sein de partis de gauche qui défendent un retour à l'état-nation.

L'Europe est-elle une cause perdue ? Peut-elle être sauvée ? Doit-elle être sauvée ?

DiEM25 est convaincu que nous, les peuples d'Europe, devons reprendre les rênes de nos pays. Nous devons même reprendre les rênes de nos régions. De nos villes et cantons. Mais pour cela, nous devons retrouver un but commun entre peuples souverains. C'est ce que nous apporterons un projet Européen internationaliste, commun, transnational. C'est ce que nous apporterons un New Deal Européen. Ce document vise à le démontrer.

¹ Le Livre blanc de DiEM25 intitulé : « New Deal Européen : un programme économique pour la relance européenne » est lancé le 25 mars 2017 à Rome, à l'occasion du 60ème anniversaire du Traité de Rome. La version intégrale du Livre blanc sera rendue publique avant cet événement pour préparer les délibérations qui auront lieu à Rome.

Partie 1 – INTRODUCTION

- 1.1 Les fruits amers de l'austérité qui alimentent la crise européenne
- 1.2 Le protectionnisme et la fermeture des frontières ne sont pas la solution
- 1.3 L'Europe devrait-elle être sauvée ?
- 1.4 L'Europe sera-t-elle sauvée ? Le rôle unificateur de la désobéissance constructive
- 1.5 La stabilisation, la reprise et une plus grande souveraineté nationale sont les priorités
- 1.6 Le New Deal européen de DiEM25 : un programme complet pour civiliser l'Europe, comprenant un mécanisme intégré de maîtrise des coûts d'une potentielle désintégration

Partie 2 – NEW DEAL EUROPEEN : OBJECTIFS ET MOYENS

- 2.1 INTRODUCTION : Les quatre principes et les six objectifs d'un New Deal pour l'ensemble de l'Europe, indépendamment de l'appartenance à la zone euro ou à l'UE
- 2.2 Dompter la finance et mettre en place une nouvelle plateforme publique de paiement numérique qui met fin au monopole des banques sur les paiements européens
- 2.3 La reprise par l'investissement vert : relier les banques centrales à des véhicules d'investissement publics et aux nouvelles plateformes de paiement numérique
- 2.4 Soutenir les responsables de la maintenance dans leur propre communauté pour enrayer la migration forcée
- 2.5 Faire face à la crise de la zone euro : un plan pour sauver la zone euro qui civilise l'euro et simultanément minimise les coûts d'une désintégration
- 2.6 Une coordination entre les politiques monétaires et budgétaires de la zone euro et les pays non-membres de la zone euro pour maximiser la relance en Europe
- 2.7 Planifier une Europe post-capitaliste, authentiquement ouverte et libérale : le rôle d'un dividende de base universel et la démocratisation de la sphère économique

Partie 3 – CALENDRIER : MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DANS LE TRÈS COURT TERME, LE COURT À MOYEN TERME ET LE LONG TERME

- 3.1 Le très court terme
- 3.2 Le court à moyen terme
- 3.3 Le long terme

Partie 4 - CONCLUSION

Partie 1 – INTRODUCTION

1.1 Les fruits amers de l'austérité qui alimentent la crise européenne

L'Europe est confrontée à la tempête parfaite d'une montée de l'Internationale Nationaliste à l'échelle mondiale et d'un establishment profondément installé dont les politiques défailtantes conduisent à un autoritarisme qui, en un cercle sans fin, renforce la crise qui nourrit la montée de l'Internationale Nationaliste. Si les progressistes européens n'agissent pas dès à présent, non seulement l'Union Européenne sera dissoute, mais, pire encore, elle sera remplacée par quelque chose de bien plus sombre, dans laquelle la crise économique permanente se mêlera à un autoritarisme irréversible et un désespoir généralisé.

Si les origines du malaise européen sont variées et complexes, la perte d'espoir en est au cœur. Tout espoir s'est évaporé avec l'arrivée du spectre du sous-emploi involontaire, planant sur la majorité des européens aujourd'hui et dans le futur. Depuis au moins une décennie, des millions d'européens des pays les plus aisés ont été restreints à des emplois abrutissants et précaires qui dominent une part de plus en plus vaste du marché du travail (par exemple en Allemagne). Pendant ce temps, ceux qui vivent à la périphérie de l'Europe, et plus particulièrement les jeunes et les seniors proches de la retraite, doivent se contenter de restes de plus en plus maigres. C'est ainsi que les jeunes émigrent en masse vers le cœur de l'Europe, où les locaux, déjà mécontents, les identifient, de manière erronée, comme la source de leurs problèmes.

La désintégration de l'Europe est donc le résultat de cette parfaite tempête de sous-emplois involontaires et de migrations involontaires.

- Le sous-emploi involontaire est le prix amer de l'austérité. C'est la conséquence d'investissements extrêmement faibles ; d'un échec à générer le travail payé nécessaire pour satisfaire les besoins économiques, sociaux, humains et environnementaux de l'Europe ; et d'une stagnation européenne qui concentre la plupart de l'activité économique dans quelques zones en délaissant les autres.
- La migration économique involontaire au sein de l'Union Européenne est la récolte amère de l'austérité. La grande majorité des Grecs, Bulgares, Espagnols, Roumains, Portugais et Polonais qui arrivent en Angleterre ou en Allemagne le font parce qu'ils y sont obligés. Que peuvent-ils faire d'autre quand ils n'ont aucune perspective d'avenir ou d'emploi chez eux, et que le fossé se creuse de plus en plus entre les revenus des différents pays européens ?

Dans cette atmosphère de sous-emploi et de migration forcée, un nombre croissant d'européens doit réaliser des efforts surhumains pour subvenir à leurs besoins, et à ceux de leurs familles. Cette réalité génère de la colère et engendre des monstres politiques qui exploitent maintenant le climat de peur et d'incertitude.

Le sous-emploi et les migrations sont les deux cavaliers de l'Internationale Nationaliste qui balait aujourd'hui l'Europe. Ce mouvement propose des mesures protectionnistes pour créer des emplois, des murs pour bloquer les migrations, une politique de terreur, un état de siège pour décourager, voire expulser ceux qui auraient immigré.

1.2 Le protectionnisme et la fermeture des frontières ne sont pas la solution

Le protectionnisme n'est pas une solution !

Oui, il aurait été préférable que l'Europe ait cherché à soutenir et à développer des entreprises et des industries dans tous les pays avant la création du marché unique plutôt que d'encourager la désindustrialisation massive de nombreux pays et régions. Mais ce qui est fait est fait : les industries qui sont mortes lorsque les frontières sont tombées ont disparu à jamais. Mettre un frein aux échanges maintenant ne les reconstruira pas. Essayer de les relancer à l'aide de mesures protectionnistes engendrerait l'effondrement de l'Europe intégrée actuelle, avec des guerres commerciales aux lourds impacts sur nos peuples déjà éprouvés. Quiconque promet que le Royaume-Uni, l'Italie, la France, la Grèce ou l'Allemagne ressortirait plus prospère de plus de protectionnisme vend un faux espoir.

Les murs et les clôtures électrifiées ne sont pas une solution !

Oui, il aurait été préférable que l'Europe ait créé des conditions favorables pour que les Polonais, Bulgares, Roumains, Grecs, etc., n'aient pas à quitter leurs pays à cause du manque de revenus et logements décents dans leurs communautés. Mais il est maintenant trop tard, les mouvements migratoires sont lancés. Et le prix à payer pour essayer de les inverser ou de les stopper est la montée du racisme, de l'intolérance religieuse, du chauvinisme, ainsi qu'une vaste vague d'appauvrissement culturel de l'Europe. La promesse que fait l'Internationale Nationaliste de ramener l'espoir avec des murs toujours plus hauts, contrôlant les flux d'individus et les biens, doit être combattue farouchement par les progressistes européens.

1.3 L'Europe devrait-elle être sauvée ?

Jusqu'à tout récemment, les sceptiques répondaient aux propositions de "sauvetage" de l'Europe en demandant comment un tel sauvetage pouvait être réalisé. Aujourd'hui, ils demandent même si l'Europe vaut la peine d'être sauvée.

Ce à quoi DiEM25 répond : oui ! C'est notre devoir de démontrer que l'Europe peut, et doit, être sauvée. Sauf qu'elle ne pourra pas l'être si les institutions en place continuent à résister aux interventions politiques nécessaires pour cela. L'Europe doit être sauvée car l'alternative serait un appauvrissement de tous les européens, sur les plans économiques, sociaux et culturels. L'alternative nationaliste consiste à diviser et à favoriser la méfiance, ce qui conduit à la violence voire même à la guerre. L'alternative nationaliste mettrait aussi en danger le monde entier. En effet, le monde a besoin d'une Europe unifiée, engagée pour la démocratie authentique, la résolution pacifique des conflits, la protection sociale, engagée pour sauver la planète et pour poursuivre le développement de la liberté humaine.

Le New Deal proposé par DiEM25 constitue un plan d'action pour le sauvetage de l'Europe. Ce projet est construit de la même manière que le mouvement écologique : il considère que l'investissement nécessaire est une responsabilité commune à l'ensemble des peuples, dont les perspectives d'avenir sont irrémédiablement liées.

1.4 L'Europe sera-t-elle sauvée ?

Le rôle unificateur de la désobéissance constructive

Une décennie perdue et une crise qui s'intensifie mène de nombreux européens à penser que l'Europe est une cause perdue. Que l'Union Européenne a dépassé le point de non-retour. Qu'il serait peut-être mieux de laisser s'écrouler cette Europe néolibérale, autoritaire, incompétente et peu attirante, afin de repartir de zéro, après avoir rétabli la démocratie au sein de nos états-nations.

DiEM25 reconnaît que l'Europe a peut-être dépassé le point de non-retour. Toutefois, DiEM25 est résolument contre la campagne pour la dissolution de l'Europe, ou l'idée de la laisser s'effondrer, pour repartir de zéro. DiEM25 est convaincu de l'importance du combat pour sauver l'Europe en faisant des propositions concrètes pour la démocratiser, la civiliser et la rationaliser, même si nous échouons et que l'Europe finit quand même par se désintégrer.

Cette lutte, et le travail réalisé par DiEM25 dans toute l'Europe pour produire les propositions politiques qui peuvent sauver l'Europe, permet de construire un réseau transnational de démocrates qui se révélerait incroyablement précieux si l'Europe finissait par échouer. En incitant à la désobéissance constructive (c'est-à-dire en dirigeant sur la base de propositions politiques modérées tout en désobéissant à tous les niveaux aux décrets de l'establishment incompétent) et en rassemblant des européens de différents pays et partis politiques qui se battent ensemble pour sauver l'Europe, nous créons l'Internationale Progressiste transnationale qui tiendra tête à la fois à l'establishment actuel et à l'Internationale Nationaliste, et qui ramassera les morceaux si l'Europe s'écroule.

Le discours soutenant qu'il faut " laisser l'Europe se désintégrer pour que nous puissions recommencer du début une fois que nous nous serons retranchés dans nos états-nations " ne fait que renforcer l'Internationale Nationaliste. Mais celui de DiEM25, " rassemblons-nous, proposons des solutions pour sauver l'Europe en désobéissant à l'establishment tout en se préparant à l'effondrement de l'Europe ", constitue un farouche ennemi à la fois à l'Internationale Nationaliste et à l'establishment Européen pervers. C'est aussi le ciment du mouvement transnational Européen qui s'opposera au barbarisme après l'effondrement de l'Europe.

1.5 La stabilisation, la reprise et une plus grande souveraineté nationale sont les priorités

En réponse à la crise, les institutions libérales ont proposé "plus d'Europe" : une fédération-allégée qui donnerait encore plus de pouvoirs aux bureaucrates bruxellois, au sein de laquelle certaines fonctions économiques seraient centralisées, des contrôles très contraignants seraient exigés par le ministère des finances allemands, la Banque Centrale Européenne, et les parties les moins éclairées de la Commission Européenne. Inévitablement, dans les conditions économiques actuelles, une fédération-allégée accroîtrait l'austérité et favoriserait la destruction du modèle social européen. Une fédération-allégée n'est pas une solution ! Si elle avait été mise en place dès les années 2000, elle aurait peut-être pu prendre la mesure de la crise de 2008. Mais aujourd'hui, cela serait trop peu, trop tard.

Le budget fédéral ridicule qui est proposé en échange d'une union politique va transformer l'Europe en une Union de l'Austérité de façon permanente. Cela ne permettra pas d'éviter la dissolution mais va au contraire l'accélérer tout en augmentant les coûts humains.

A l'heure actuelle, l'Europe a besoin de mesures concrètes qui peuvent être appliquées dès demain pour mettre fin à la chute libre, stabiliser les économies locales et nationales, guérir les failles existantes entre les pays en surplus et ceux en déficit, rééquilibrer la zone Euro et parvenir à coordonner la zone Euro avec les autres économies faisant géographiquement partie de l'Europe au sens large (le Royaume-Uni, la Suisse, la Serbie, la Norvège, la Turquie, l'Islande). Ces mesures doivent être mise en œuvre rapidement et donc dans le cadre des institutions actuelles. Toute tentative d'aller maintenant vers "plus d'Europe" mènerait seulement à une Union de l'Austérité permanente en Europe continentale, et serait de plus vite dépassée par la crise galopante, ce qui garantirait la disparition de tout espoir d'union ou de fédération.

Dans sa version du New Deal, DiEM25 propose des mesures pouvant être mises en place dans le système actuel et qui apporteront de la stabilité. Cette stabilité retrouvée permettra alors une plus grande souveraineté nationale. Une fois que les investissements auront été relancés, que la dette publique sera gérée de manière coordonnée, que les banques auront été domptées, et que l'on se sera occupé de l'extrême pauvreté au niveau européen, les gouvernements nationaux se verront soudain dotés de nouveaux degrés de liberté - ce qui prouve qu'apporter des solutions au niveau européen à des problèmes basiques et communs ne nécessite pas de perdre davantage de souveraineté. Au contraire : proposer des solutions européennes pour s'attaquer par exemple au problème des flux d'investissement ou à l'insoutenabilité de la dette publique va redonner plus de pouvoirs aux parlements nationaux et aux assemblées régionales.

À plus long-terme, une fois cette stabilisation accomplie et l'espoir ré-instillé en Europe, les européens auront à répondre à cette question essentielle : Comment envisageons-nous l'Europe dans vingt ans ?

- Voulons-nous déconstruire progressivement l'Union Européenne, planifier un divorce serein et peu coûteux, et s'appuyer davantage sur les états-nations ?
- Ou bien voulons-nous construire et maintenir une démocratie continentale ouverte, fédérale et pan-européenne, dans laquelle des hommes et des femmes libres peuvent vivre, travailler et prospérer ensemble, comme ils le souhaitent ?

DiEM25 s'engage pour cette seconde option. Une fois l'Europe stabilisée à l'aide des mesures modérées décrites précédemment, une véritable démocratie pourra être construite à un niveau européen transnational. Cela exigera naturellement un processus constitutionnel démocratique européen, soutenu par des mesures pour démocratiser la vie économique et pour rompre avec la division entre capital et travail, l'inscription d'une prospérité partagée et verte dans la définition des institutions européennes, et l'éradication de toute forme de discrimination institutionnalisée.

1.6 Le New Deal Européen de DiEM25 : un programme complet pour civiliser l'Europe, comprenant un mécanisme intégré de maîtrise des coûts d'une potentielle désintégration

Le New Deal Européen de DiEM25 offre ce que l'establishment européen n'a pas su offrir : un plan A pour l'Europe. Il définit et planifie comment l'Europe va :

- Financer les innovations, présentes et futures, via la R&D qui sera la clé de voûte de la transition verte vers la Prospérité Sans Croissance dont nous avons besoin
- Soutenir les personnes responsables de la maintenance, tous ceux qui assurent la multitude de travaux nécessaire au bon fonctionnement des communautés et des infrastructures (tels que les infirmiers, les travailleurs sociaux, les plombiers, les électriciens, etc)
- Faire revivre le rêve d'une prospérité commune, dans une ère où l'automatisation et l'inégalité pourraient saper les bases de l'humanisme si elles ne sont pas contrôlées
- Insuffler la démocratie aux échelles locales, régionales, nationales et pan-européennes

Pour financer tous ces travaux, le New Deal Européen de DiEM25 propose des mécanismes financiers qui d'un côté minimiseront la probabilité que l'Europe disparaisse, et de l'autre minimiseront les coûts d'une éventuelle désintégration de l'Union Européenne existante.

Ce point est primordial, c'est ce qui distingue DiEM25 de tous ceux qui pensent que l'Union Européenne est "finie" et soutiennent donc un plan B pour la dissoudre. Avec son New Deal Européen, DiEM25 propose un plan A dont l'implémentation pourrait sauver l'Europe (en la stabilisant et en la civilisant), mais permettrait aussi de gérer de manière optimale les répercussions d'un effondrement de la zone Euro, voire de l'Union Européenne toute entière (voir partie 2.5).

Partie 2 – NEW DEAL EUROPEEN : OBJECTIFS ET MOYENS

2.1 INTRODUCTION : Les quatre principes et les six objectifs d'un New Deal pour l'ensemble de l'Europe, indépendamment de l'appartenance à la zone Euro ou à l'UE

Le philosophe allemand GWF Hegel a soutenu que personne ne peut être vraiment libre si d'autres vivent enchaînés². De même, aucune nation européenne ne peut vraiment prospérer tandis que d'autres se languissent dans une dépression permanente. C'est la raison pour laquelle l'Europe a besoin d'un New Deal.

Le New Deal Européen de DiEM25 repose sur quatre principes simples :

- A. **SUBVENIR AUX BIENS DE BASES** : Tous les Européens devraient jouir dans leur pays d'origine d'un droit à des biens de base (alimentation, logement, transport, énergie), à un travail rémunéré contribuant au maintien de leur communauté tout en bénéficiant d'un salaire décent, à un logement social décent, à un système de santé et d'éducation de qualité, et à un environnement durable.
- B. **TRANSFORMER LA RICHESSE DORMANTE EN INVESTISSEMENT VERT** : L'avenir de l'Europe repose sur sa capacité à exploiter la richesse qui s'accumule en Europe pour la transformer en investissements dans une économie réelle, verte, durable et innovante. Ce qui importe, ce n'est pas d'améliorer la «compétitivité» d'un pays européen par rapport à un autre pays européen, mais bien l'augmentation de la productivité dans les secteurs verts partout.
- C. **PARTAGER LE RENDEMENT DU CAPITAL** : Dans l'économie de plus en plus numérique, les biens d'équipement sont de plus en plus produits collectivement mais leurs bénéfices continuent d'être privatisés. Au fur et à mesure que l'Europe se développe technologiquement, pour éviter la stagnation et le mécontentement, elle doit mettre en œuvre des politiques pour partager entre tous ses citoyens les dividendes de la numérisation et de l'automatisation.
- D. **LA POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE NE PEUT PAS ÊTRE CONFIEE À DES TECHNOCRATES NON ÉLUS** : Les économies européennes stagnent parce que, depuis trop longtemps, la politique macroéconomique a été sous-traitée à des «technocrates» qui n'ont pas à répondre de leurs actes. Il est grand temps que la politique macroéconomique soit pleinement démocratisée et soumise à l'examen minutieux des peuples souverains.

La tâche qui nous incombe aujourd'hui est de commencer à faire une réalité de ces quatre principes. Cela signifie que nous devons commencer notre travail sans les outils qu'auraient à sa disposition une fédération européenne efficace. Nous devons donc commencer par utiliser les institutions existantes et travailler, dans la mesure du possible, dans le cadre des traités européens existants, de manière à simuler les institutions fédérales qui nous manquent. À cet égard, DiEM25 se concentre sur six objectifs :

² Solomon Burke, song « No one of us are free »

1. Dompter la finance : régulation bancaire et mise en place d'une nouvelle plate-forme publique de paiement numérique qui met fin au monopole des banques (privées et centrales) sur les paiements européens - voir partie 2.2
2. La reprise par l'investissement vert : lier les opérations des banques centrales avec les programmes d'investissement public et les nouvelles plates-formes publiques de paiement numérique - voir partie 2.3
3. Soutenir les responsables de la maintenance dans leurs propres communautés pour enrayer la migration forcée - voir partie 2.4
4. Faire face à la crise de la zone euro : un plan pour sauver la zone euro qui met fin à l'austérité autodestructrice dans le cadre des «règles» en place, rétablit une grande partie de la souveraineté nationale perdue et minimise le coût de sa désintégration en cas d'accident - voir partie 2.5
5. Coordination paneuropéenne des politiques monétaire, fiscale et sociale entre la zone euro et les pays non-membres de la zone euro pour maximiser le redressement de l'Europe et mettre fin aux migrations involontaires - voir partie 2.6
6. Planifier une Europe post-capitaliste qui soit authentiquement libérale et ouverte : démocratiser la sphère économique et rôle d'un Dividende Universel de Base - voir partie 2.7

2.2 Dompter la finance et mettre en place une nouvelle plateforme publique de paiement numérique qui met fin au monopole des banques sur les paiements européens

La crise bancaire de 2008-2009 a été le moment où le projet européen a commencé à se désagréger, la conception défectueuse de la zone euro et ses conséquences devenant pleinement apparentes. La crise de la dette publique qui a entraîné l'application de programmes d'austérité était le résultat direct du transfert des pertes bancaires vers les contribuables les plus faibles.

DiEM25 propose un cadre réglementaire qui est cohérent avec un système bancaire et financier viable, durable et responsable. De plus, DiEM25 souligne les liens entre le rééquilibrage macroéconomique et les réglementations bancaires : pour augmenter l'investissement au niveau de l'épargne existante, l'aspiration originale du New Deal, l'Europe doit démocratiser la gouvernance bancaire. À cet effet, le Livre Blanc Européen sur le New Deal présentera des propositions concrètes de réglementation bancaire comprenant :

- La gestion des actifs non performants et un cadre pour le recouvrement et la résolution (NPA / RRP)
- Un régime transitoire pour les charges en capital et la gestion des risques
- Un nouveau cadre macroprudentiel
- Mettre fin au monopole réglementaire des banques et promouvoir le pluralisme institutionnel dans l'intermédiation financière

En ce qui concerne les systèmes de paiement, DiEM25 proposera un système public de paiement numérique pour chaque pays européen. Techniquement, sa création est très simple : un compte de réserve pour chaque contribuable est créé automatiquement (un par numéro de dossier fiscal) sur le site de l'administration fiscale. On fournit ensuite à chaque contribuable un code PIN lui permettant de transférer des crédits de son compte de réserve à l'État (en lieu et place du paiement habituel de l'impôt) ou à tout autre compte de réserve correspondant à un numéro de dossier fiscal. Le but de ce système de paiements est de :

- Permettre l'annulation multilatérale des arriérés entre l'État et le secteur privé à l'aide de la plate-forme de paiement en ligne de l'administration fiscale
- Introduire une alternative à faible coût pour les paiements numériques au réseau de banques privées existantes, en particulier lorsque les paiements utilisant ce système peuvent être effectués via des applications pour smartphones et des cartes de débit délivrées par l'État
- Permettre aux États d'emprunter directement aux citoyens en leur proposant d'acheter des crédits à partir du site internet de l'administration fiscale, en utilisant leurs comptes bancaires normaux, et de les ajouter à leur compte de réserve. Ces crédits, cryptés numériquement à l'aide de codes temporels, pourraient être utilisés après, disons, un an pour payer les impôts futurs avec un rabais important (par exemple 10%)
- Réduire les coûts du relibellé en cas de fermetures de banques décidées par la BCE (dans le cas des États membres de la zone euro) ou en cas de désintégration de l'euro.

En résumé, le système de paiements publique proposé permet aux gouvernements nationaux d'augmenter leur espace budgétaire, d'autoriser l'annulation multilatérale des dettes, de permettre aux États d'emprunter directement aux citoyens (sans passer par les marchés obligataires), a le potentiel de créer de nouvelles sources de financement (voir la partie 2.3 ci-dessous), réduit le pouvoir de la BCE par rapport aux États membres (renforçant ainsi la souveraineté nationale) et, enfin, agit comme une police d'assurance en cas de démantèlement de la zone euro.

Ainsi, les systèmes de paiement publics utilisés à des fins publiques donneront aux Européens une opportunité radicale de reprendre une partie du pouvoir économique attribué jusqu'alors aux banques centrales «indépendantes» et aux grandes banques privées. Ces banques qui dominent la vie économique européenne, de par les fautes professionnelles qu'elles ont commises, sont une cause fondamentale de la crise européenne.

2.3 La reprise par l'Investissement Vert : relier les banques centrales à des véhicules d'investissement publics et aux nouvelles plateformes de paiement numérique

L'Europe est dans une période de marasme économique et la raison principale pour laquelle les Européens subissent cette situation est la suivante : un investissement extrêmement faible et le ratio épargne sur investissement le plus élevé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Même dans des économies comme l'Allemagne, dans lesquelles il y a un peu de croissance, le capital productif est rogné à un rythme de plus en plus élevé. Dans le même temps, les entreprises dégagent des profits importants et possèdent de gros stocks de liquidités non utilisées qui ne sont pas investis dans des ressources productives. Ainsi, pour inverser l'attrition du capital productif, la politique élevée au rang de priorité absolue parmi celles proposées par DiEM25 est un programme d'investissement public à grande échelle.

Le principe est simple : en l'absence de réaffectation et de réorientation de la richesse produite vers une croissance durable des entreprises privées due à une aversion excessive au risque et à une préférence pour la création de "valeur" pour les actionnaires, le secteur public doit agir en tant que locomotive en créant les conditions d'investissement pour que tous les autres types d'organisations économiques puissent suivre le mouvement et participer au financement des programmes publics. Cependant, cela doit être fait d'une manière qui n'implique pas une taxation plus importante des classes ouvrières et des classes moyennes épuisées ni ne creuse davantage les déficits publics.

Le programme de relance par l'investissement proposé ici, ou New Deal, peut être financé facilement par le biais d'obligations publiques émises par une banque d'investissement publique (en prenant pour exemple le nouveau véhicule d'investissement annoncé dans des pays comme la Grande-Bretagne, ou par la Banque européenne d'investissement et le Fonds européen d'investissement dans l'Union européenne, etc.). Pour s'assurer que ces obligations ne perdront pas leur valeur en raison d'une offre excessive, les banques centrales (dans la juridiction desquelles les investissements seront effectués) annonceront leur volonté de les acheter si leurs rendements devaient dépasser un certain niveau. En d'autres termes, DiEM25 propose une nouvelle version verte de l'Assouplissement Quantitatif qui utilise le bilan des banques centrales pour lever les liquidités privées dormantes et les transformer en investissements verts réels.

En plus de l'alliance entre les banques d'investissement publiques et les banques centrales, le New Deal Européen de DiEM25 prévoit d'autres types de financements qui seraient obtenus au niveau des états-nations à partir du système public de paiements numériques décrit dans la partie 2.2 ci-dessus. Si, par exemple, un gouvernement national souhaite utiliser une partie de la liquidité excédentaire de son système public de paiements numériques, il pourra le faire après que la banque centrale a garanti ces réserves - par exemple en émettant des obligations spéciales de banques centrales (au lieu de monétiser).

En ce qui concerne le cadre institutionnel via lequel les ressources financières doivent être rendues disponibles, et comment ces ressources doivent être traitées du point de vue du financement de la dette, une chose est claire : l'infrastructure institutionnelle et financière qui a été construite doit être utilisée pour ce qu'elle est censée être, en canalisant les ressources financières existantes vers des investissements productifs qui permettront à l'Europe de diminuer sa dette publique et de s'affranchir des prêts non productifs privés en produisant des biens et des services compatibles avec le développement durable.

En complément de cette approche qui va du haut vers le bas, il faut aussi s'interroger sur l'admissibilité des projets et la priorité à leur affecter dans le cadre du programme. Il est clair que certains types de projets - en particulier ceux qui relèvent du capital noir - ne devraient pas être éligibles. Mais quand deux bons projets se présentent, comment les prioriser ? Ces questions très concrètes et légitimes seront posées et il est important d'avoir des éléments de réponse. La transition énergétique est la priorité absolue, indépendamment des accords internationaux. DiEM25 consacrera un Livre Blanc spécifique à la question du financement de la transition verte.

En conclusion, la relance par l'investissement que DiEM25 promeut s'appuie sur une règle simple d'économie et de politique que l'Europe a négligé pendant trop longtemps : les ressources de la société se multiplient lorsqu'elles sont utilisées pour soutenir le travail; à l'inverse, elles se raréfient voire sont détruites, lorsqu'elles sont transmises à des oligarques, gaspillées par des banquiers, ou utilisées pour maintenir une grande population dans l'oisiveté ou pour la faire travailler pour une misère dans des mini-emplois précaires.

2.4 Soutenir les responsables de la maintenance dans leur propre communauté pour enrayer la migration forcée

Le programme d'Investissement Vert décrit précédemment profitera d'abord aux porteurs d'innovations et à tous ceux qui pourront bénéficier de la relance. Cela n'est néanmoins pas suffisant car un bon nombre de ceux que nous appelons les responsables de la maintenance de la société ne seront pas touchés. Nous parlons ici des personnes qui ne font pas des emplois à la mode mais qui sont d'une importance capitale pour la société : ceux qui apportent des soins aux personnes âgées, ceux qui s'occupent de la maintenance des égouts ou des réseaux téléphoniques par exemple, mais aussi ceux qui vivent dans des régions où il n'y a pas d'emploi. Pour eux, DiEM25 propose trois programmes: un programme de lutte contre la pauvreté, un programme de logement social et un programme d'aide à l'emploi.

Le Programme Anti-Pauvreté

Ce programme de solidarité pour l'Europe a deux objectifs. Premièrement, il doit soulager les Européens qui ont eu à subir les plus graves difficultés depuis la crise. Deuxièmement, il doit permettre de commencer à reconstruire des communautés stables, communautés qui sont le socle de l'avenir de l'Europe. Ce programme de solidarité vient donc en complément - et ne peut pas remplacer - un programme d'emplois et d'investissements. Son action et son ampleur doivent être maintenues dans certaines limites, il ne doit représenter qu'une partie de l'activité économique, et agir en faveur de la stabilisation économique et de la relance, y compris en rendant le secteur privé plus dynamique. Mais un tel programme est néanmoins essentiel, tant pour son effet humain et social immédiat, que pour le sauvetage de l'Europe en tant que projet politique.

Dans le cadre de son New Deal Européen, DiEM25 propose de mettre en place un fonds européen commun de lutte contre la pauvreté, dédié en particulier à l'aide alimentaire. Ce fonds serait construit sur le modèle du programme américain de bons alimentaires et du programme grec d'aide alimentaire introduit par le premier gouvernement Syriza, apportant un soutien aux Européens les plus vulnérables. Il s'agit d'un modèle basé sur des cartes de débit à usage restreint qui pourrait bientôt inclure les cartes du système de paiements publics numériques décrit dans la partie 2.2. À un stade ultérieur, ce fonds pourrait aussi permettre d'offrir une assurance chômage aux Européens ainsi que compléter les retraites les plus faibles - posant de la sorte les fondations d'une Union européenne des retraites - éliminant la misère parmi les personnes âgées.

En l'absence d'une véritable union budgétaire prévoyant des transferts entre les différentes régions européennes, DiEM25 propose deux sources de financement pour ces mesures de lutte contre la pauvreté. La première source de financement est d'utiliser l'argent rapporté par le seigniorage aux banques centrales européennes, c'est à dire les bénéfices tirés des opérations faites dans le cadre de l'assouplissement quantitatif, le compte Target 2 de la BCE, etc. La deuxième source de financement viendra de l'espace budgétaire dégagé par l'introduction du système public de paiement numérique décrit dans la partie 2.2.

Le Programme de Logement

DiEM25 propose également dans son New Deal Européen que les pays européens, à la fois membres et non-membres de l'UE, parviennent à un accord multilatéral qui financerait et garantirait à chaque Européen un logement décent dans son pays d'origine, rétablissant ainsi le modèle de logement social détruit en Europe. Il s'agit de notre objectif à plus long terme, qui demandera du temps, une planification importante ainsi que de nouveaux investissements et évidemment de la construction.

Cependant, il y a déjà quelque chose qui peut être décidé immédiatement et qui aura un effet immédiat à travers l'Europe : DiEM25 propose que les propriétaires soient protégés contre l'expulsion, sous la forme d'un droit à louer leur logement, qui permettrait à ceux qui font face à une saisie immobilière de rester chez eux à un loyer équitable fixé par les conseils communautaires locaux. Ce moratoire encouragerait les prêteurs à renégocier les prêts immobiliers plutôt que d'exclure directement les propriétaires, ce qui stabiliserait les communautés autrement ravagées par le fléau que constituent ces expulsions.

Le Programme d'Emploi Garanti

Le Programme d'Emploi Garanti repose sur le principe cher à DiEM25 selon lequel tous les Européens devraient avoir le droit à un emploi à un salaire décent dans leur communauté. Pour que ce droit soit opérationnel, il faut en déterminer les sources de financement. Toutefois, avant cela, il faut prendre en considération les faits macroéconomiques suivants, et en premier lieu : le chômage paralyse la capacité de l'état providence. En réduisant les revenus, il réduit les recettes publiques et ajoute des fardeaux à l'État comme les soins de santé, l'assurance-chômage, les indemnités d'invalidité, l'aide alimentaire et encore d'autres fonctions publiques. En outre, les employeurs privés embauchent des personnes qui sont déjà sur le marché de l'emploi. S'il y a des alternatives, ils n'embauchent normalement pas les chômeurs et surtout pas les chômeurs de longue durée. Le chômage s'auto-perpétue, détruit les personnes, les familles et la société dans son ensemble. Le remède pour le chômage, c'est l'emploi. Les gens qui ont un emploi paient des impôts. Ils ne perçoivent pas les prestations de chômage. Leurs compétences et leur utilité augmentent. Et ils produisent ce que les autres veulent.

DiEM25 propose dans son New Deal Européen que les pays européens, à la fois membres et non-membres de l'UE, parviennent à un accord multilatéral qui financerait et garantirait à chaque Européen un emploi dans son pays d'origine. Ces emplois seraient créés dans les secteurs publics et les secteurs à but non lucratif, par les états européens, au niveau local. Ils seraient rémunérés à un salaire minimum commun et modeste à l'échelle nationale. Ils seraient disponibles à la demande de tous ceux qui le souhaitent en liaison avec les conseils municipaux, renforçant ainsi la démocratie au niveau local, où elle est la plus directe.

Les emplois garantis proposés ne pourraient pas être utilisés pour remplacer les emplois déjà existants dans la fonction publique. De plus, il ne serait pas possible d'être titulaire de ces postes. Mais ils fourniraient des emplois et des revenus à ceux qui voudraient les prendre, dans leurs communautés d'origine, et donc offriraient ainsi une alternative au cruel dilemme entre le chômage et l'émigration. Ceux qui bénéficieraient de ces emplois garantis gagneraient des revenus, paieraient des impôts et sortiraient de l'aide publique, épargnant des fonds publics tout en produisant des biens, des services et des investissements sociaux.

Au fur et à mesure que l'économie privée s'améliorera, les bénéficiaires avec de bons dossiers seront embauchés de manière classique. Par conséquent, le coût net sera largement plus faible qu'il n'y paraît.

Comment ce coût net sera-t-il supporté, si petit soit-il, en l'absence d'un budget européen fédéral ? DiEM25 propose une taxe spéciale (à introduire en Europe sur la base de l'accord multilatéral entre pays membres et non-membres de l'UE) sur la valeur marchande des terres utilisées par les entreprises (à l'exception de l'agriculture) qui est une fonction décroissante des salariés de la société, c'est-à-dire une taxe qui doit être payée principalement par des entreprises occupant des immeubles chers et de grande taille dans lesquels peu de travailleurs sont employés.

Pourquoi restreindre ces emplois au pays d'origine ? La réponse est que l'objectif de DiEM25 est de stabiliser chaque pays européen. Sans cette restriction, le programme d'emploi garanti aurait un effet déstabilisant plutôt que stabilisant. De toute évidence, si chaque Européen avait un emploi garanti en Allemagne ou en France aux échelles de rémunération allemande et française, les migrations augmenteraient ! De plus, les autorités allemandes seraient dans l'obligation de trouver des emplois pour les non-Allemands, ce qui est quelque chose qu'ils ne pourraient jamais accepter. Ceci n'est pas souhaitable. Les pays européens devraient donc créer des emplois pour les Européens dans leurs propres communautés, administrés par chaque pays européen dans leur propre langue, offrant ainsi une option d'emploi sûre aux peuples de tous les pays européens tout en préservant le droit de migrer et le droit au travail.

Pour cette raison, les échelles de rémunération devraient être nationales et non uniformes en Europe. En revanche, ces échelles devraient être communes, garantissant un salaire modeste, meilleur que l'aide sociale minimale, mais qui ne viendrait pas en remplacement d'un salaire que l'on toucherait dans un travail classique. Les Européens pourraient donc prendre ces emplois lorsqu'ils en auraient besoin, puis passer à de meilleurs emplois quand l'occasion se présenterait.

D'un point de vue économique, le programme d'emploi garanti fournirait exactement ce dont l'Europe a le plus besoin et dont elle manque actuellement : un programme de stabilisation automatique visant à assurer la stabilité économique et sociale de chaque pays européen (membre ou non de l'UE). Un tel programme serait capable de dissoudre la dynamique inhérente à l'instabilité et donc les bouleversements politiques qui en résultent, et qui renforcent désormais l'Internationale Nationaliste.

2.5 Faire face à la crise de la zone Euro : un plan pour sauver la zone Euro qui simultanément civilise l'euro et minimise les coûts d'une désintégration

La crise de la zone Euro affecte quatre domaines interdépendants: les banques, la crise de la dette publique, les investissements ultra-faibles et l'augmentation de la pauvreté. La cure d'austérité sévère qui a été servie aux peuples européens a eu des conséquences néfastes sur leur vie, faisant descendre l'Europe de son piédestal et provoquera inévitablement à terme sa désintégration. Dans le cadre de son New Deal européen, DiEM25 propose que, dans un premier temps, les institutions existantes soient utilisées sans remettre en cause les traités européens, mais en leur donnant de nouvelles fonctions et en leur faisant appliquer de nouvelles politiques. En particulier, nous proposons cinq mesures.

MESURE 1 - Le système public de paiement numérique

Le nouveau système de paiement innovant proposé dans la partie 2.2 pourrait être introduit demain matin par tous les États membres afin d'augmenter l'espace budgétaire, de financer les investissements et les programmes sociaux et de donner aux pays de la zone euro un moyen de réduire sensiblement les coûts économiques de la désintégration de la zone euro, ou pour un pays spécifique, de son expulsion de la zone euro (une fois en place, ce système de paiement public numérique pourrait être relibellé de l'euro vers une monnaie nationale à la simple pression d'un bouton).

MESURE 2 - Programme de la gestion des banques au cas par cas

Les banques ayant besoin d'une recapitalisation par le fonds de sauvetage de l'UE (Mécanisme européen de stabilité - MES) peuvent être gérées directement par le MES, sans avoir à demander à leur gouvernement national d'emprunter pour le compte de la banque, ce qui est le cas aujourd'hui. Le MES, et non le gouvernement national, aurait la responsabilité de gérer la restructuration, la recapitalisation et enfin la résolution des banques défaillantes.

. La proposition de DiEM25 est donc qu'une banque défaillante soit retirée de sa juridiction nationale et déplacée vers une nouvelle juridiction dédiée au niveau de la zone Euro. La BCE nommerait alors un nouveau conseil d'administration en vue de la résolution ou de la recapitalisation de la banque. Dans le cas d'une recapitalisation, le MES fournirait le capital et en échange recevrait des actions pour un montant équivalant à l'injection de capital nécessaire. La restructuration de la banque pourrait entraîner une fusion, une réduction des effectifs, voire une résolution complète de la banque, étant entendu que des mesures seront prises pour éviter plus que tout une réduction de la valeur des dépôts. Une fois que la banque aura été restructurée et recapitalisée, le MES pourra alors vendre ses actions et récupérer les coûts engagés.

MESURE 3 - Programme de conversion limitée de la dette

Le traité de Maastricht permet à chaque état membre de l'UE d'émettre des dettes souveraines jusqu'à un maximum de 60% de son revenu national annuel. Depuis la crise de 2008, la plupart des États membres de la zone euro ont dépassé cette limite. DiEM25 propose que la BCE offre aux États membres la possibilité de convertir la partie de leur Dette Conforme à Maastricht (DCM). Chaque état membre continuerait à prendre en charge le service de la dette convertie correspondant à sa part nationale. La BCE aurait la responsabilité de mettre en place un prêt permettant de rembourser la dette convertie, pour à terme racheter les obligations arrivant à échéance.³

Le prêt pour la conversion de la dette fonctionnerait comme suit. Le service de la part de la dette conforme à Maastricht, désormais détenue sous la forme d'obligations de la BCE, serait assuré par les États membres, mais à des taux d'intérêt fixés par la BCE juste au-dessus de ses rendements obligataires propres (ultra-faibles). Les parts de la dette nationale converties en obligations de la BCE doivent être détenues par la BCE dans son compte débiteur, c'est un actif pour la BCE. Elles ne peuvent être utilisées comme garantie pour la création de crédit ou de dérivés. Les États membres s'engagent à racheter intégralement les obligations à l'échéance, si les détenteurs choisissent cette option plutôt que de les étendre à des taux plus bas et plus sûrs offerts par la BCE.

Afin de préserver la crédibilité de cette conversion et de fournir un appui aux obligations de la BCE pour que cette dernière n'ait pas à avoir recours à une monétisation, les États membres doivent accepter d'accorder à leurs comptes débiteurs auprès de la BCE le statut de super-senior. De plus le mécanisme de prêt mis en place par la BCE pourrait être assuré par le Mécanisme Européen de Stabilité (MES), en utilisant seulement une petite partie de la capacité d'emprunt de ce dernier. Si un État membre entre dans une situation de défaut de paiement avant qu'une obligation de la BCE émise en son nom n'arrive à échéance, le paiement de l'obligation sera couvert par une assurance achetée ou fournie par le MES.

MESURE 4 - Un programme de relance et de convergence grâce aux investissements

Il s'agit d'une application directe du Programme d'Investissement Vert ci-dessus (voir la partie 2.3) au cas des États membres de la zone Euro. Plus précisément, DiEM25 propose que :

³ Pour un état membre dont le ratio de la dette au PIB est de 90% du PIB, le ratio de sa dette qui se qualifie comme MCD (Dette Conforme à Maastricht) est de 2/3. Ainsi lorsqu'une obligation de valeur nominale de 1 milliards d'euros viendra à échéance, les deux tiers de cette somme (667 millions d'euros) seront payés (rachetés) par la BCE aux fonds collectés par la BCE elle-même sur les marchés monétaires par l'émission d'obligations de la BCE.

1. La Banque Européenne d'Investissement (BEI) et le Fonds Européen d'Investissement (FEI) se lancent dans un programme de relance de la zone euro à 5% de son PIB, la BEI se concentrant sur des projets d'infrastructure de grande envergure et le FEI sur les start-ups, les PME, les entreprises technologiquement innovantes, la recherche en énergie renouvelable, etc.
2. La BEI / le FEI émettent des obligations pour couvrir le financement du programme de relance de la zone euro dans sa totalité.
3. Afin de garantir que les obligations émises par la BEI et le FEI ne souffrent pas d'une remontée trop importante de leurs taux à la suite de ces grandes émissions, la BCE devrait intervenir sur le marché secondaire et acheter autant d'obligations de la BEI et du FEI que nécessaire pour maintenir les taux de ces obligations à leur niveau actuel, qui est bas.

MESURE 5 - Un Programme de Solidarité Sociale d'Urgence pour lutter contre la montée de la pauvreté

Il s'agit d'une mise en application du programme Anti-Pauvreté (voir partie 2.4) au niveau de la zone euro. DiEM25 propose à l'UE d'engager immédiatement un Programme d'Urgence de Solidarité Sociale qui garantira une assistance alimentaire et un accès aux besoins énergétiques de base à tous les Européens, grâce à un Programme Européen de Bons Alimentaires construit sur le modèle de son équivalent américain et à un Programme Européen de Besoins Énergétiques de Base. Ces programmes seraient financés par la Commission européenne à l'aide des intérêts accumulés au sein du système européen de banques centrales sur les bénéfices du programme d'assouplissement quantitatif de la BCE, les déséquilibres TARGET2, les bénéfices réalisés sur les obligations d'État et, dans le futur, sur les droits de timbre demandés pour les transactions financière que l'UE envisage actuellement.

2.6 Coordination entre les politiques monétaires et budgétaires de la zone Euro et les pays non-membres de la zone Euro pour maximiser la relance en Europe

Le Brexit a eu lieu dans une large mesure à cause de la vague massive de migration allant de l'UE vers le Royaume-Uni. Cela est dû au fait qu'entre 2008 et 2012, la Banque Centrale d'Angleterre a mis en place un assouplissement quantitatif massif (c'est à dire une politique monétaire extrêmement souple) alors que la BCE n'en avait pas fait autant. De manière claire, il apparaît que pour tirer le plus grand profit des politiques mises en place au niveau européen, les différentes Banque Centrales européennes, les gouvernements nationaux et la commission européenne doivent coordonner leurs politiques fiscales, monétaires et sociales. DiEM25 fera des propositions concrètes à propos de la nature que devra prendre le processus de coordination dans son New Deal Européen.

2.7 Planifier une Europe post-capitaliste, authentiquement ouverte et libérale : le rôle d'un Dividende Universel de Base, et la démocratisation de la sphère économique

DiEM25 est convaincu que le capitalisme est impossible à civiliser à long terme, principalement en raison de sa capacité inimitable à se saper lui-même à travers l'innovation technologique qui engendre un excès de capacité, de l'inégalité et une demande globale insuffisante de biens et de services. L'automatisation et la place toujours plus grande occupée par les machines représentent un danger clair et réel dans cette direction, qui nous conduira tout droit vers la prochaine crise, avant même que l'Europe ne parvienne à résoudre la crise actuelle.

Certains proposent le Revenu de Base Universel (RBU) comme remède. DiEM25 rejette l'idée d'un Revenu de Base Universel s'il doit être financé par un impôt. Un RBU financé par l'impôt serait mauvais pour l'État-providence tel qu'il existe aujourd'hui, et surtout, il sèmerait les germes d'un ressentiment entre les travailleurs pauvres et les chômeurs. DiEM25 propose quelque chose de différent - un dividende de base universel qui regroupe les trois propositions suivantes : l'impôt ne peut pas être une source de financement légitime pour de telles mesures, il faut prendre en compte l'importance grandissante qu'occuperont les machines, et enfin, un revenu de base distribué de façon universelle contribue à la liberté de tous. Mais si l'on ne peut pas utiliser l'impôt comme source de financement, comment devrait être financée cette mesure ? La réponse est la suivante : grâce au rendement du capital.

La croyance partagée par tous est que le capital est créé par les capitalistes qui ont donc un droit vis à vis de son rendement. Cela n'a jamais été vrai. Et cela l'est encore moins aujourd'hui. Chaque fois que l'un d'entre nous regarde quelque chose sur Google, il contribue au capital de Google. Pourtant, seuls les actionnaires de Google ont le droit de toucher le rendement de ce capital, produit en grande partie par la société. De plus, l'automatisation, la numérisation et le rôle joué dans la formation de capital par les subventions gouvernementales et les contributions communautaires au stock de connaissances rendent impossible de faire la différence dans le capital d'une société entre la partie créée par ses propriétaires et celle créée par le grand public.

DiEM25 propose une mesure simple : la promulgation d'une loi exigeant que pour chaque introduction publique d'une société en bourse, un pourcentage des actions émises soit acheminé dans une Caisse Commune de Capital. Les dividendes touchés sur les différentes actions composant cette caisse seraient alors utilisés pour financer le Dividende Universel de Base (DUB). Ce DUB peut et doit être entièrement indépendant des prestations sociales, de l'assurance-chômage, etc, pour s'assurer qu'il ne vienne pas remplacer l'État-providence actuel qui incarne la notion de réciprocité entre les travailleurs salariés et les chômeurs. Pour que l'Europe adhère à l'essor des machines tout en veillant à ce qu'elles contribuent à la prospérité de tous, elle doit accorder à chaque citoyen des droits de propriété sur les rendements qu'elle produit : c'est à cela que répond le DUB.

Un dividende de base universel permet de redéfinir les notions de liberté et d'égalité en faisant le lien entre des blocs politiques jusqu'alors irréconciliables tout en stabilisant la société et en redonnant vie à la notion de prospérité partagée face à une innovation technologique autrement déstabilisante. Il y aura bien sûr toujours des désaccords, mais ils porteront sur des questions telles que la proportion d'actions devant être versée à la Caisse Commune lors de l'introduction en bourse, quelle part de l'aide sociale et de l'assurance-chômage devraient être intégrés au DUB ainsi que sur le contenu des contrats de travail.

De plus, DiEM25 propose de rendre plus démocratique, en temps utile, la gouvernance des institutions financières (en particulier celles utilisant l'argent des contribuables) ainsi que celles des autres sociétés, pour avoir une participation croissante dans leurs conseils d'administration de représentants des communautés locales, régionales et nationales.

Partie 3 – CALENDRIER : MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DANS LE TRÈS COURT TERME, LE COURT À MOYEN TERME ET LE LONG TERME

3.1 Le très court terme

À très court terme, DiEM25 propose des mesures qui peuvent être mises en œuvre dès demain, dans le cadre des institutions existantes et sans qu'il soit nécessaire de conclure des accords bilatéraux/multilatéraux ni de modifier les traités de l'UE.

S'inscrivent dans ce cadre les exemples suivant :

- La nouvelle plate-forme publique de paiement numérique qui met fin au monopole des banques sur les paiements européens - voir partie 2.2
- La relance par les investissements verts : relier les activités de banque centrale à des véhicules d'investissement publics et aux nouvelles plates-formes publiques de paiement numérique - voir partie 2.3
- Le Programme Anti-Pauvreté et le moratoire sur les expulsions de logements qui fait partie du Programme de logement - voir partie 2.4
- Les quatre politiques pour faire face à la crise de la zone euro - voir partie 2.5

3.2 Le court à moyen terme

À court et à moyen terme, DiEM25 privilégie les politiques qui nécessitent des accords bilatéraux/multilatéraux entre les gouvernements mais qui n'exigent pas de modifications des traités de l'UE.

S'inscrivent dans ce cadre les exemples suivant :

- La gamme complète des réglementations bancaires mentionnées - voir partie 2.2
- Le Programme d'Emploi Garanti - voir partie 2.4
- La Coordination des politiques monétaires et budgétaires de la zone euro et non euro-européennes pour maximiser la relance de l'Europe - voir section 2.6

3.3 Le long terme

Les propositions de politiques à long terme de DiEM25 sont celles qui nécessitent des changements institutionnels profonds au sein des États-nations, de l'Europe et de l'UE.

S'inscrivent dans ce cadre les exemples suivant :

- Le Dividende Universel de Base (DUB) - voir partie 2.7
- Politiques de démocratisation des sphères économiques et financières

Partie 4 – CONCLUSION

L'idée européenne s'effondre sous le poids combiné d'un déni, d'une insurrection et d'une illusion. Le déni de l'establishment européen qui ne reconnaît pas que l'architecture économique de l'Union européenne n'a jamais été conçue pour résister à la crise bancaire de 2008, ce qui a abouti à une sinistre dynamique économique qui partout a délégitimé le projet européen.

La réaction prévisible a été la montée de l'Internationale Nationaliste à travers l'Europe et qui a pour seul objectif un «Brexit»....pour tous. La réaction de l'establishment à cela a été le mensonge selon lequel pour endiguer la montée de cette Internationale Nationaliste, il fallait soit ne rien changer et continuer comme avant, soit se diriger rapidement vers une fédération allégée.

La réponse à ce qui a été le Waterloo du néolibéralisme ne peut être ni le retour vers un État-nation barricadé, ni une plus grande centralisation d'un pouvoir illégitime à Bruxelles. La réponse aux problèmes de l'Europe ne peut être ni une interprétation vulgaire de l'idéologie de l'économie de marché, ni une version tout aussi vulgaire d'un programme pseudo-Keynesien de stimulus budgétaire. Il y a déjà eu d'énormes transferts budgétaires et d'importants flux de capitaux entre le cœur et la périphérie de l'Europe, et ces derniers ont eu des effets néfastes. Pendant des années, ils ont financé les oligarques de la périphérie et les banquiers en faillite du cœur de l'Europe. L'Europe est passée d'une phase de croissance de Ponzi avant 2008 à une phase d'austérité de Ponzi après 2008. Ces deux phases ont coûté cher à l'Europe.

- Dorénavant, la réponse ne peut plus venir que de l'agenda pragmatique décrit par DiEM25 dans son New Deal européen qui s'applique aussi bien aux pays déficitaires qu'excédentaires, aux pays membres et non-membres de l'UE, et qui démontre aux Européens comment et pourquoi l'Europe peut être sauvée.

- L'essentiel des politiques que propose DiEM25 dans son New Deal européen n'est pas un «stimulus économique» mais un rééquilibrage (principalement entre l'épargne et l'investissement, ainsi qu'entre les régions déficitaires et excédentaires) propice à la stabilisation économique, à la relance sociale et à l'injection de démocratie à tous les niveaux : régional, national et européen.

- Le New Deal européen de DiEM25 ne repose pas sur l'hypothèse que l'Europe sera sauvée. Il est fondé sur des propositions qui peuvent - modifier l'Europe de sorte qu'elle mérite d'être sauvée - créer les conditions d'un débat calme et rationnel sur le type d'Europe démocratique que les Européens veulent construire une fois que l'Europe aura été stabilisée et - minimiser les coûts d'une désintégration de l'UE et de l'euro si celle-ci s'avère inévitable.

En résumé, seul un New Deal Européen pragmatique, mais aussi radical, peut endiguer la désintégration de l'Europe et rendre sa souveraineté au peuple. Chaque pays européen doit être stabilisé et mis sur la voie de la prospérité. L'Europe ne peut pas survivre s'il y règne la philosophie du chacun pour soi et si la mêlée générale est la norme, ni si elle se transforme en une Union de l'austérité, construite sur des décisions économiques dépolitisées avec un ersatz de fédéralisme dans laquelle certains pays sont condamnés à la dépression permanente et où les débiteurs sont privés de leurs droits démocratiques.

Pour « reprendre le contrôle de nos pays », nous avons besoin d'un New Deal Européen qui permette à l'Europe de reconquérir sa décence élémentaire, de retrouver son bon sens et qui donne aux Européens l'occasion de débattre démocratiquement de l'avenir commun qu'ils appellent de leurs vœux.



NEW DEAL EUROPÉEN
La synthèse